



COMMUNIQUE DE PRESSE

Fonds CasDAR : Un hold-up en contradiction avec les ambitions de l'État !

L'agriculture traverse une révolution sans précédent, tant les attentes sont fortes et les délais contraints. Les transitions que vivent, au pas de charge, les agriculteurs français portent à la fois l'adaptation au changement climatique, la réduction des impacts environnementaux et de l'utilisation des produits phytosanitaires, le maintien de la biodiversité, l'amélioration du bien-être animal, pour être en adéquation avec les attentes sociétales, tout en prenant en compte le pouvoir d'achat des consommateurs. Les agriculteurs ont toujours réussi à relever avec succès les défis, auxquels ils ont été confrontés. Demain nous le serons aussi à condition d'être accompagnés pour réaliser ces transitions.

Concilier ces multiples enjeux nécessite un effort commun de R&D et de promotion des innovations. Pourtant, au moment où le besoin de recherche et d'innovation pour le monde agricole est le plus important, le Gouvernement décide délibérément de ponctionner 7 millions d'euros de fonds agricole sur le budget du CasDAR-Compte d'Affectation Spécial pour le Développement Agricole et Rural.

Les fonds du CasDAR (dont la collecte est de 143 millions d'euros en 2019) sont assurés exclusivement par les exploitations agricoles, et destinés uniquement à la mise en œuvre d'actions de recherche et de développement agricole.

En décidant de réaffecter 7 millions d'euros au budget général de l'État et non à la R&D agricole, le Gouvernement fait preuve d'une insincérité certaine et vient rompre la confiance des agriculteurs dans un dispositif qui a pourtant fait ses preuves.

Nous ne pouvons accepter cette réaffectation de crédits, une première dans l'histoire du CasDAR, en contradiction complète avec le principe même du "compte d'affectation spécial". Aussi, devant le manque de considération des pouvoirs publics sur le futur de l'agriculture française, nous avons pris la décision de quitter le comité CT-DAR-CSO afin de dénoncer ce hold-up sur le dos des agriculteurs.

"Souhaiter que l'agriculture opère un virage qualitatif pour répondre aux attentes de la société "et "en même temps" priver les organismes de recherche, développement et d'accompagnement des agriculteurs des moyens financiers collectés par des taxes payées par les seuls agriculteurs est une nouvelle preuve de l'incohérence de l'État.

Contacts presse :

Chambres d'agriculture France : Iris Roze – 01 53 57 10 51

FNSEA : Marion Fournier - 07 60 29 56 17

JA : Thomas Debrix – 06 68 66 15 83

ACTA : Marie Sela-Paternelle – 06 25 78 28 39

La Coopération Agricole : Mélodie Deneuve - 06 89 75 30 04